

L'ÉDITO

FRÉDÉRIC SOUMOIS

UNE OCCASION RATÉE DE CHIFFRER LE VRAI PRIX DU TABAC

Lorsqu'un jour, un juge américain décida de condamner un cigarettier à indemniser une veuve de fumeur pour avoir négligé d'indiquer sur le paquet que son contenu tue ordinairement la moitié de ses consommateurs, il assortit sa décision de la levée du secret des archives des fabricants. Dans les entrailles de la mémoire des cigarettiers, un arsenal digne du crime organisé : corruption de scientifiques, destruction de brevets pour un tabac moins nocif, publicité illicite vers les jeunes, placement de produits dans les films destinés aux ados. A vrai dire, les activistes de la santé découvrent souvent des années plus tard quel tour penable les cigarettiers ont trouvé pour délivrer leur produit, qui tient captif près d'un Belge sur quatre. Et loi et puissance publique peinent à tenter d'endiguer la marée montante du marketing caché. D'autant que les meilleurs avocats du secteur sont souvent les consommateurs eux-mêmes, usagers captifs légitimement angoissés à l'idée de manquer d'un produit rendu inaccessible.

Faire payer le vrai prix d'un comportement est à la mode, sinon justifié en toutes matières. Une étude récente a ainsi démontré que le vrai prix du paquet de

C'est dire la puissance des cigarettiers pour faire entendre leur voix

tabac devrait avoisiner les 13 euros, s'il fallait « neutraliser » les coûts de santé supplémentaires que sa consommation provoque. Un chiffre que commence à tutoyer le prix en cours au

Royaume-Uni. Qui a pourtant fait baisser la contrebande de moitié ces quinze dernières années

alors que le prix s'envolait, prouvant que la crainte de la contrefaçon ne devait pas faire reculer les gouvernements qui veulent placer le tabac à sa vraie place, une drogue légale que l'on ne pourrait plus introduire aujourd'hui sur le marché tellement ses effets seraient estimés délétères. Chez nous, le prix du paquet ne variera que de quelques centimes.

En appliquant au tabac une hausse si légère qu'elle ne devrait pas faire baisser d'un iota la consommation et en l'appliquant de manière à laisser un solide bonus à l'industrie, le gouvernement aura failli à prendre des décisions nettes en la matière. Une fois de plus, car il faut lui reconnaître que c'est le cas depuis au moins quinze ans, sous

le règne de coalitions très différentes. C'est dire la puissance des cigarettiers pour faire entendre leur voix. Y compris via les marchands de journaux, pour qui la vente du tabac reste une source vitale de revenus. Y compris via les consommateurs, à qui peu de solutions de sevrages sont effectivement proposées, au-delà de quelques programmes sympathiques qui ne peuvent endiguer un phénomène de masse.

Combiné à la réforme de l'Etat qui a confié aux Régions la charge de financer, seules, la prévention qui devrait mitiger les conséquences sur les soins de santé, dont les budgets restent toujours fédéraux, c'est un signe inquiétant d'une défaite en rase campagne face au tabac.